



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les seules victoires des travailleurs sont celles arrachées par la lutte !



Bulletin Poste du NPA – 27 juin 2016

Le référendum organisé au Royaume-Uni a donc donné la majorité à celles et ceux qui souhaitent que leur pays quitte l'Union Européenne. C'est une claque pour tous les politiciens bourgeois britanniques partisans du maintien, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs, à commencer par le chef du gouvernement Cameron, meilleur commanditaire des financiers de la City de Londres. Mais c'est aussi une claque pour tous les dirigeants européens, à commencer par Hollande et Merkel, qui mènent dans leur propre pays de brutales politiques antisociales et qui ont le culot de présenter l'Union européenne comme le meilleur des mondes pour les populations du continent. Si beaucoup d'électeurs des classes populaires ont voté pour le Brexit, ce n'est pas forcément l'expression de préjugés anti-immigrés, comme le disent tant de politiciens pro-européens, mais parce que beaucoup y voyaient une occasion, la première depuis longtemps, d'exprimer leur ras-le-bol face à la dégradation de leurs conditions de vie et la politique anti-ouvrière du gouvernement Cameron.

Ni Europe capitaliste, ni patrie ni frontières !

Mais que le Royaume-Uni soit dedans ou hors de l'UE, ce n'est pas cela qui va empêcher les capitalistes de la cinquième puissance de la planète de continuer à exploiter les travailleurs. Le grand patronat et les financiers de la City, dont les préférences allaient plutôt au maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, finiront par s'adapter à cette nouvelle situation pour pouvoir continuer à faire leurs affaires. Les négociations prévues avec l'Union européenne aboutiront alors à... réinventer le Marché commun car les électeurs votent, et la grande bourgeoisie décide.

Sous la pression du parti d'extrême droite UKIP, toute la campagne au Royaume-Uni a charrié des tombereaux de préjugés nationalistes et xénophobes, visant à semer la division dans les classes exploitées, dressant les travailleurs britanniques contre les travailleurs immigrés, les immigrés de vieille date contre ceux récemment arrivés. A la suite de l'annonce des résultats, les politiciens du camp du Brexit ont multiplié les discours pour célébrer la « grande nation » britannique, maintenant qu'elle est enfin « libre de vivre sa vie ». La Grande-Bretagne est brandie en exemple par tous les courants réactionnaires d'Europe, à commencer par le Front National ici. Il n'y a rien à attendre de bon pour les travailleurs et les peuples de toute cette propagande réactionnaire !

C'est dans la rue que ça se passe

Les référendum organisées par les dirigeants de ce monde ne peuvent pas être la solution à nos problèmes. Ni aucune élection d'ailleurs. Est-ce que les opposants à l'aéroport de Notre Dame des Landes vont arrêter de se battre contre ce grand projet inutile, destructeur de vie et d'environnement pour le simple profit des grands groupes du BTP, après le résultat du référendum bidon de dimanche ? Est-ce que le mouvement contre la loi Travail, qui va bientôt entamer son quatrième mois de mobilisation, n'a pas prouvé qu'avoir un président et un gouvernement dits « de gauche » n'était en rien un rempart contre la loi des patrons ? En revanche, des changements, on peut en arracher, par l'action directe contre les attaques du patronat et les politiciens à ses ordres, et contre leur système d'exploitation. Partout en Europe, pour toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de l'austérité, du chômage, des diktats patronaux, c'est par la lutte, les grèves, les manifestations que les choses pourront vraiment changer. De l'Etat espagnol à la Belgique, en passant par le Royaume-Uni et la France, travailleurs et jeunes de tous les pays battons-nous tous ensemble contre tous nos patrons, contre tous nos gouvernements, de vraie droite ou de fausse gauche et contre les lois capitalistes !

Quand La Poste tire son bilan (anti)social ...

Le bilan "social" de l'entreprise pour l'année 2015 vient de paraître. Le désastre social était prévisible, avec toujours des suppressions d'emplois, une augmentation significative des accidents de travail et des arrêts maladie, une précarité galopante... Mais nos dirigeants, eux, continuent de se goinfrer. Ainsi pour la seule année 2015, La Poste a de nouveau perçu 318 millions € au titre du CICE (Crédit Investissement Compétitivité Emploi). Ce cadeau du gouvernement aux patrons, sensé théoriquement favoriser l'embauche, est un véritable détournement de l'argent public au seul profit des actionnaires, sans aucune contrepartie. Les 3 dernières années, le CICE a rapporté à La Poste près d'un milliard €, alors que dans le même temps 20 000 emplois de postier-e-s étaient supprimés. L'Etat actionnaire, quant à lui, s'octroie pour 2015, 171 millions € de dividendes, le double de l'année précédente, et deux fois le montant attribué aux postier-e-s pour l'intéressement ! Alors que les travailleurs ne connaissent que la misère et subissent recul social sur recul social, la minorité de parasites qui nous dirige ne s'est jamais autant enrichie. Un système économique révoltant qu'il faut renverser !

Plus de 50 jours de grève des postiers du 92

Les postiers d'Asnières, Fontenay, Colombes, Issy et Malakoff-Vanves sont en grève depuis le 10 mai dernier. Ils se mobilisent contre des suppressions d'emplois, des délocalisations de sites et pour l'embauche des précaires. Ils participent également à la mobilisation contre la loi Travail. Cette grève a été préparée plusieurs mois à l'avance, en tentant de faire coïncider au maximum les restructurations sur les différents bureaux afin de partir en grève simultanément, tout en saisissant le moment favorable que constituait le mouvement contre la Loi Travail. Les grévistes se réunissent chaque jour en AG départementale, après avoir pris la parole dans d'autres bureaux pour tenter de populariser et étendre la grève. Par ailleurs, l'insertion dans le mouvement contre la loi Travail a permis d'organiser des actions de blocage de centres postaux, en lien avec d'autres secteurs mobilisés. Une caisse de grève avait également été préparée à l'avance, en amont du conflit, ce qui a aidé à encaisser le choc des paies à 0 euros le 20 juin dernier pour une vingtaine de grévistes. A l'heure actuelle, des négociations sont en avec la direction. Celle-ci propose l'embauche de 10 intérimaires, la réduction de 7 à 5 suppressions de tournées à Colombes et l'abandon de la double présentation des lettres recommandées, la réduction de 9 à 4 suppressions de tournées à Malakoff-Vanves, le report de la réorganisation d'Asnières d'au moins 2 ans et 3 mois, ainsi qu'une prime en compensation d'une éventuelle délocalisation, et la discussion s'est ouverte autour du possible report de la délocalisation d'au moins deux ans et demi à Fontenay. Mais les grévistes demeurent mobilisés, tant sur le front de leurs

revendications que sur celui de la bagarre contre la loi Travail et contre le gouvernement, tant qu'un protocole de fin de conflit n'est pas signé. Ils ont besoin d'un maximum de soutien financier pour tenir : **faites un don en ligne sur : <https://www.yoongo.com/fr-c-nouvelle-caisse-de-greve-des-postiers-du-92-en-lutte-depuis-le-10-mai-2016> OU envoyez vos chèques à l'ordre de « SUD Poste 92 » à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes, avec la mention « Solidarité grévistes » au dos.**

Stop à l'entrave de circulation des militants syndicaux à La Poste !

La Poste a pris coutume de sanctionner les militants syndicaux sur le motif de "prise de parole non autorisée", mais elle leur reproche aussi régulièrement de se rendre dans des centres sans avoir prévenu la direction de l'établissement, ou de l'avoir fait trop tardivement selon elle. Dans certains établissements, elle donne aussi l'obligation d'émarger un registre des visiteurs extérieurs, arguant de raisons de sécurité qu'elle a pourtant le plus grand mal à démontrer. Or un arrêt récent de la Cour de cassation concernant une affaire à la Défense affirme qu'aucune mesure de sécurité interne ne peut avoir pour effet de restreindre la liberté de circulation des militants syndicaux, et que toute disposition prise par l'employeur en ce sens contreviendrait aux règles de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) concernant le droit syndical. Pour le coup, on peut s'imaginer qu'à la Défense les enjeux de sécurité sont d'une toute autre nature qu'à La Poste... C'est qu'en fait le fond du problème n'est pas la sécurité des postiers. Tout ce dispositif n'a qu'un seul objectif : limiter au maximum l'action des militants syndicaux dans les centres, et affaiblir la capacité de réaction des collègues. Face à cela, faisons respecter la liberté de circulation des militants syndicaux à La Poste !

Manifestation du 23 juin : un postier mollesté, arrêté et convoqué au tribunal

Son seul tort ? Avoir tenté de manifester ce jeudi 23 juin. Alors qu'il rejoignait tranquillement la place de la Bastille avec plusieurs de ses collègues et d'autres manifestant pour défilé contre la loi travail, Adil (postier sur la plate-forme Colis de Gennevilliers (92) et syndicaliste SUD) a été frappé et gazé sans aucune raison valable, comme d'autres manifestants, lors d'un contrôle rue de Lyon. Il a ensuite été interpellé et mis en garde à vue au commissariat pendant une nuit et a passé une nuit supplémentaire au dépôt... A sa sortie, il a été accueilli par ses collègues en grève reconductible de la Poste du 92 et par des soutiens venus se rassembler devant le tribunal. Mais ce n'est pas fini pour Adil puisqu'il passera en procès le 6 septembre pour "outrage et rébellion" lors de son interpellation. Il faut maintenant se mobiliser pour obtenir l'abandon des poursuites contre Adil et les autres militant-e-s interpellé-e-s : le droit de manifester ne se négocie pas !

